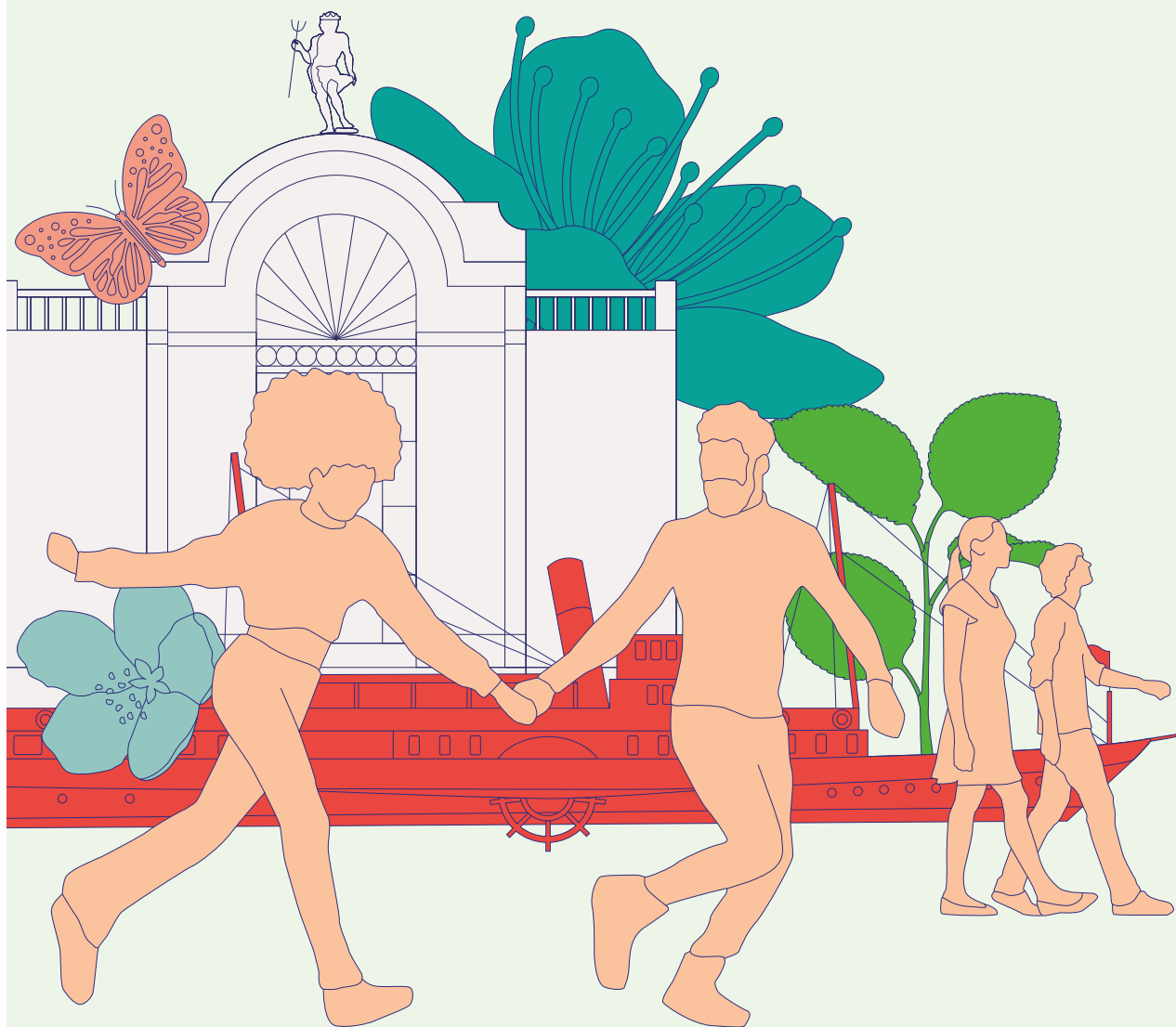


Synthèse des ateliers citoyens et des cahiers de la transition



Introduction	3
La démarche Grand Genève en transition et la Vision territoriale transfrontalière	3
Une démarche de participation citoyenne et multi-acteurs	3
Comment lire cette synthèse ?	4
Les enjeux pour le territoire	5
Le vivant au cœur des problématiques	
L'agriculture, un enjeu central pour le devenir du territoire	5
L'eau et les sols des déterminants pour le bien vivre du territoire	6
La nature, une présence active dans la ville et le territoire	7
Des villes transformées, une priorité aux petites et moyennes villes ?	
Des mobilités douces et partagées	8
Diminuer les distances	10
Des logements sobres	11
Les conditions de la transformation du territoire	13
Une responsabilité individuelle et collective	
Réduire les inégalités	13
Consommer mieux, moins et intelligemment	13
Responsabiliser et contraindre les gros émetteurs	14
Travailler moins pour s'engager plus	15
Repenser l'attractivité du territoire	15
Éduquer, informer et sensibiliser	15
L'échelle de l'agglomération	17
Une échelle qui semble pertinente et des institutions à conforter	
Le bassin de vie	17
Un rôle évident pour le grand Genève: l'harmonisation du territoire	17
De nouvelles missions ?	18
Une gouvernance « ouverte », préfiguration d'une démocratie d'avenir	19

INTRODUCTION

La démarche Grand Genève en transition et la Vision territoriale transfrontalière

Pour imaginer et mettre en œuvre un territoire de demain qui prenne en compte la transition écologique, les partenaires du Grand Genève ont lancé une démarche de participation citoyenne et multi-acteurs « Grand Genève en transition » sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. Les contributions issues de cette consultation alimenteront l'élaboration d'une vision territoriale transfrontalière qui constituera le fondement des différents documents de planification des territoires qui composent l'agglomération. Les partenaires genevois, français et vaudois (Canton de

Genève, le Pôle métropolitain du Genevois Français et la Région de Nyon) portent cette démarche qui réunit les élus, les techniciens et les citoyens.

L'objectif de cette démarche est d'inscrire la transition écologique du territoire dans la durée, en faisant dialoguer l'expérience et les aspirations des habitantes et habitants avec la construction progressive d'une vision territoriale transfrontalière partagée, qui alimentera les prochaines planifications territoriales.

Une démarche de participation citoyenne et multi-acteurs

Dans le cadre de la démarche « Grand Genève en transition », plusieurs modalités de participation ont été proposées aux habitants et acteurs du territoire. Toutes visaient à consolider un « diagnostic habitants » à destination des équipes en charge de l'élaboration de la vision territoriale transfrontalière et de sa première étape de diagnostic critique. Les participants étaient plutôt des personnes qui se disent concernées par les sujets de transition écologique et de climat et plutôt au fait des processus politiques.

Les 8 Forums ouverts

Organisés le 1^{er} octobre 2022 sur tout le territoire de l'agglomération, les 8 forums ouverts ont rassemblé 134 participants et ont été le point de départ de la démarche « Grand Genève en transition ». Ils ont

été l'occasion pour les participants de partager leurs modes de vie, leur expérience du territoire et de faire émerger les thématiques clés de la transition écologique et des premières pistes d'actions à mettre en place sur le territoire.

Les 9 ateliers citoyens

Ces 9 ateliers ont rassemblé 168 participants dans 9 villes du Grand Genève. Les participants sont repartis de la synthèse des Forums ouverts. Sur cette base, ils ont identifié d'éventuels manques, puis ils ont priorisé les propositions. Ils ont ensuite enrichi les pistes d'actions de leurs propositions. Ces ateliers se sont déroulés du 22 au 29 novembre 2022 à Bonneville, Genève, Divonne-les-Bains, Nyon, Carouge, Bernex, Annemasse, Saint-Julien et au Grand-Saconnex.

L'atelier acteurs

Cet atelier a rassemblé 25 acteurs et membres d'associations actifs sur le territoire. Leur travail a suivi la même logique que celui des ateliers citoyens.

Les Cahiers de la transition

Les cahiers ont été remplis en ligne sur la plateforme de Grand Genève en transition. Les cahiers ont permis de récolter les réflexions et propositions des acteurs associatifs et habitants concernant le territoire et la transition écologique qui doit y être menée.

Le groupe de suivi

Le groupe de suivi a eu lieu le 7 décembre 2022 et a rassemblé 24 participants issus à la fois des forums ouverts, des ateliers citoyens et acteurs, et des contributeurs des cahiers de la transition. Son rôle a été de prendre connaissance de cette synthèse et de la valider. Le groupe a également précisé les ambitions portées par les citoyens pour chacun des enjeux structurants. Des ambassadeurs issus de ce groupe iront porter la parole des citoyens auprès des équipes en charge de l'élaboration de la Vision territoriale transfrontalière.

Comment lire cette synthèse ?

Le travail des ateliers citoyens sur la base des Forums ouverts a fait émerger des priorités pour le territoire en termes de transition écologique. Cette synthèse est structurée autour de ces priorités, regroupées en enjeux structurants pour le territoire, et qui sont illustrées par des verbatims des citoyens issus des ateliers. Les contributions des cahiers de la transition confirment ces priorités et dans certains cas les complètent. Les participants ont priorisé ou proposé des pistes d'actions pour répondre à ces enjeux.

Les propositions initiales des Forums ouverts ont été affichées sur des panneaux muraux et les participants y ont ajouté les manques sur des papiers collants. Une fois cette étape terminée, les participants ont priorisé les propositions et les ajouts à l'aide de gommettes de couleur. Chaque participant s'est vu distribuer 10 gommettes vertes (propositions prioritaires) et 5 gommettes rouges (propositions qui ne sont pas à la hauteur des enjeux). Si vous souhaitez prendre connaissance de l'ensemble des propositions et les priorités dégagées ainsi que les ajouts issus des ateliers, vous pouvez consulter les annexes.

Le chapitre sur les enjeux du territoire (partie A) est une fusion des 9 ateliers citoyens et des 109 cahiers

de la transition qui ont dégagé dans leur très grande majorité des enjeux prioritaires similaires, des aspirations communes (des « différences » parfois dans la façon d'y parvenir et le « comment »). Les ambitions précisées par le groupe de suivi apparaissent dans le chapô.

Le chapitre sur les conditions de la transformation du territoire, une responsabilité individuelle et collective (partie B) provient essentiellement des 9 ateliers citoyens, et plus précisément des débats et des discussions collectives. Il n'y a pas de divergence de points de vue entre les rédacteurs et les participants (preuve en est sur la consommation) mais il n'y a pas eu de discussion dans les cahiers à remplir en ligne.

La partie sur le Grand Genève (partie C) n'est pas un résumé des travaux des ateliers et des cahiers mais bien une analyse des points de vue et réponses qui aboutissent à rédiger ce document, comme une conséquence logique des éléments exprimés par les participants.

LES ENJEUX POUR LE TERRITOIRE

Durant les ateliers citoyens comme dans les cahiers de la transition, les citoyens et les acteurs du territoire ont fait émerger de grands enjeux structurants pour le territoire de Grand Genève et pour la transition écologique. Les propos entre guillemets et en italique sont les verbatims issus des ateliers ou des cahiers.

Les membres du groupe de suivi ont réaffirmé la volonté de considérer tous les enjeux sous l'angle de la justice sociale et du bien-être. Les mesures proposées, quelle que soit la thématique, vont dans le sens de la transition écologique du territoire, mais il faut aussi souligner leur impact positif sur la santé, le bien-être, le lien social des habitants. Elles invitent à repenser les valeurs portées collectivement et créer une qualité de vie.

Le vivant au cœur des problématiques

« Du point de vue de la faune, on se fait chasser, on se fait repousser, nos conditions changent, on a besoin d'une manifestation du vivant, qui va venir nous dire d'arrêter. »

Pour la transition écologique du territoire, « le respect du vivant est primordial » : lutter contre l'artificialisation des sols, préserver des terres agricoles et

des sols vivants, amener plus de nature en ville pour les habitants et la faune. C'est aussi ouvrir la voie à une meilleure reconnaissance du vivant, et pourquoi pas donnant une personnalité juridique au Rhône et à l'Arve. Le vivant est le lien entre l'agriculture, l'eau, les sols et la nature, trois enjeux structurants qui composent cette première partie.

L'agriculture, un enjeu central pour le devenir du territoire

Les membres du groupe de suivi ont porté l'ambition du besoin de souveraineté alimentaire. Ils ont mis l'accent sur la différence sémantique entre souveraineté et autonomie alimentaire. Alors que l'autonomie alimentaire implique que tout est produit sur le territoire et pose donc de fortes contraintes, il s'agit avec la souveraineté alimentaire de favoriser l'agriculture locale et de saison sans exclure la possibilité d'importer des produits de territoires proches du Grand Genève.

Préserver les terres agricoles

Pour les participants des ateliers, protéger l'agriculture du Grand Genève est une priorité. Protéger, c'est à la fois soutenir la permaculture et l'agroforesterie, privilégier une agriculture locale et bio. C'est aussi peut-être penser au-delà du bio, notamment à l'agriculture sur sols vivants et aller au-delà des labels, « qui ne veulent pas dire grand-chose parfois ».

« Les terres agricoles doivent être préservées et dédiées aux initiatives locales ». Cette volonté de protéger les terres agricoles va de pair avec l'arrêt de construction de routes et de parkings : « Le foncier doit être utilisé par ce qui vaut la peine. Il faudrait faire un moratoire sur toute construction de toute nouvelle route tant qu'on n'aura pas une bonne qualité de l'air ». Pour permettre d'exploiter ces terres agricoles, il faut un soutien et un accompagnement des agriculteurs et exploitants : créer une pépinière pour les jeunes maraîchers sur le territoire (type pépinière d'entreprises), semis locaux, renforcement des AMAP, etc.

Le local pour une alimentation saine

Pour les participants des ateliers, s'alimenter de manière saine, c'est-à-dire locale et bio est prioritaire. C'est une question de santé, mais aussi d'impact écologique. Pour cela, le territoire doit être capable de produire et consommer davantage localement. D'un point de vue individuel, il faut renoncer à consommer des fruits et légumes qui ne sont pas de saison (voir chapitre B « consommer mieux, moins et intelligemment »).

Comme les participants, les rédacteurs des cahiers de la transition souhaitent également tendre vers le zéro artificialisation - instaurer le respect des terres fertiles - et bâtir une véritable filière locale et propre au nom de la santé, mais aussi de la résilience du territoire. Pour bâtir cette filière, certains prônent l'instauration de quotas de production locale.

Dans les cahiers, ils appellent de leur vœu un diagnostic des forêts et des terres agricoles pour avoir une vision la plus réaliste possible de la situation à l'échelle de l'agglomération. À noter qu'ils considèrent que la production locale doit concerner l'alimentation, mais également des matériaux biosourcés utilisables par exemple dans l'isolation ou la construction. Ils souhaitent qu'une véritable filière du compost permette de nourrir les terres agricoles avec les déchets organiques de la population. Ils souhaitent également un soutien à l'agriculture, dans l'installation, dans la mise à disposition de la population, mais également dans la conduite des exploitations. Une proposition radicale consiste à interdire les constructions individuelles.

L'eau et les sols des déterminants pour le bien vivre du territoire

Débétonner, désartificialiser

Pour les participants des ateliers, lutter contre l'artificialisation, augmenter la perméabilité des sols et débétonner donnent aussi la possibilité d'augmenter la canopée pour résister aux canicules, maintenir le « frais » en été et redonner sa place au vivant.

C'est le cas aussi dans les cahiers où les rédacteurs prônent la déimperméabilisation des sols, la dé-bitumisation dans une logique de favoriser le cycle de l'eau mais également pour lutter contre les pics de chaleur urbains.

Penser l'eau dans toutes ses dimensions et usages est un point fondamental souligné par les participants des ateliers. Il s'agit de débétonner pour favoriser l'infiltration mais aussi de revaloriser le cycle de l'eau : depuis la chute en altitude, la fonte, l'écoulement, le ruissellement et la récupération. « Nous devons également nous interroger sur « Pourquoi il n'y a pas d'eau ? (...) Nous devons adopter une approche viable et durable de l'architecture, nos équipements et l'aménagement de notre territoire afin d'économiser et d'optimiser notre consommation en eau ». Dans ce cadre, la reconnaissance juridique du Rhône (proposée par les Forums) et de l'Arve est un pas dans cette reconnaissance et protection du vivant.

Parmi les propositions qui ont émergé de ces ateliers : créer des places de parkings perméables, mieux entretenir les réseaux d'eau et inciter la population à ne pas acheter d'eau en bouteille, investir dans l'entretien du réseau d'eau potable, soutenir le développement des réseaux d'eau pluviale pour leur utilisation domestique, soutenir le développement de toilettes sèches et imposer un stockage des eaux de pluie dans les logements.

La nature, une présence active dans la ville et le territoire

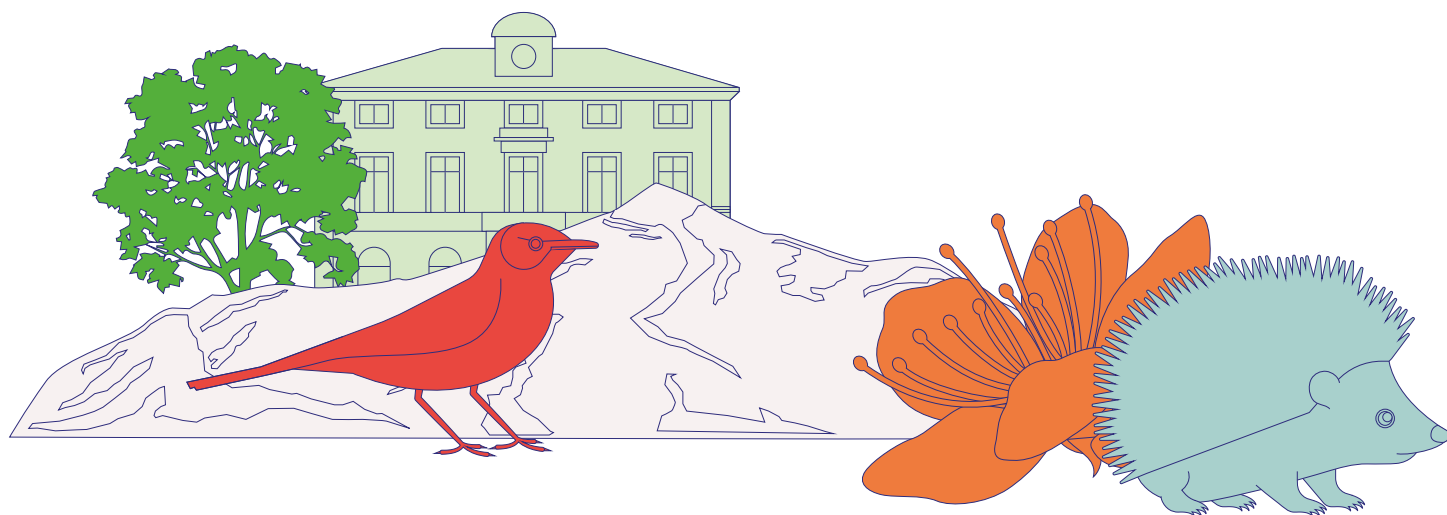
Les membres du groupe de suivi ont réaffirmé l'ambition d'aller plus loin que ce qui se fait aujourd'hui et notamment au regard du concept d'écoquartier qui est jugé trop mou. Il s'agit d'abord de s'assurer que les espaces naturels sont bien conservés, puis d'en créer davantage : des voies vertes, des couloirs écologiques, des biotopes en ville, désenfourer les rivières pour qu'elles soient à ciel ouvert, etc.

Réensauvager la ville

Pour les participants des ateliers, augmenter voire imposer des surfaces d'espaces naturels pour réensauvager des espaces est indispensable (parallèle aussi avec l'agriculture et les quotas pour la production locale). Reconvertir des routes en voies vertes pour la perméabilité des sols et établir des corridors écologiques pour préserver la faune sont des propositions prioritaires. Enfin, les villes pourraient se doter de davantage de potagers et de jardins collectifs pour permettre à tous ses habitants d'avoir accès à la nature. Parmi les propositions ajoutées par

les ateliers : étendre les biotopes en ville pour laisser des espaces à la nature, comme dans les nouveaux écoquartiers. Il s'agit aussi de diminuer (voire interdire pour certains) l'éclairage public pour protéger la faune (pour certains participants, cette proposition est problématique car les voies de circulation piétonnes sont sécurisées grâce à cet éclairage).

Les Cahiers de la transition contiennent également des propositions pour remettre faune et flore en ville : certains veulent voir des moutons en ville, d'autres veulent imposer le « zéro coupe sans plantation équivalente ». Un grand nombre milite pour un droit de végétaliser la ville (incroyables comestibles, cultiver en ville) et plus généralement d'expérimenter des solutions liées à la transition dans l'espace public avec le soutien des autorités. Parmi les propositions supplémentaires par rapport aux forums et ateliers : une labellisation de la trame verte du Grand Genève (par commune) selon des critères rigoureux et la construction de passages pour la faune en ville. À noter que les rédacteurs des cahiers lient cette place gagnée par la nature en ville à une baisse de celle prise par les voitures individuelles (voir sous chapitre « des villes sans voiture »).



Des villes transformées, une priorité aux petites et moyennes villes ?

La métropolisation semble cristalliser un certain nombre de mécontentements et de crispations exprimés par les participants aux ateliers qui ont l'impression d'une urbanisation toujours plus importante : expansion et densification des zones d'habitation, trop de grandes surfaces, de parkings et trop de monde ! C'est aussi, en creux, le reflet de leurs souhaits d'activités à taille humaine qui permettent de créer du lien et du vivre ensemble.

Les participants aux ateliers citoyens et les rédacteurs des cahiers de la transition ont ainsi mis en avant leurs aspirations à vivre dans un territoire de proximité. Ces aspirations touchent à la fois aux enjeux de mobilité avec de fortes propositions pour diversifier l'offre de transports publics et « sortir du tout-voiture » mais aussi aux enjeux de réduction des distances pour accéder aux biens, services et équipements.

Des mobilités douces et partagées

Les membres du groupe de suivi ont porté et renforcé l'ambition d'une ville sans voiture. C'est l'ob-

jectif final, qui passe par l'amélioration du réseau de transports publics et l'expérimentation de mesures de remplacement comme la gratuité par exemple.

Des villes sans voiture

« J'habite depuis 38 ans à Saint-Julien, j'ai vu une évolution énorme et pas forcément dans le bon sens : on est en train d'être asphyxiés par les voitures, pour moi la priorité c'est de réduire leur utilisation. Personnellement, j'essaie d'agir sur la mobilité, de prendre mon vélo, les transports en commun ».

Comme les participants aux ateliers, les rédacteurs des cahiers construisent une vision des mobilités à l'heure des transitions qui ne peut se faire qu'au détriment de la voiture individuelle. La voiture est en même temps désignée comme l'objet dont il faut restreindre l'utilisation du fait de son bilan carbone et le frein au développement des transports collectifs (créatrice d'embouteillage) et des modes de déplacement doux (préemption d'une partie importante de l'espace public au détriment des autres modes de déplacement). Les cahiers (et dans une moindre mesure les

Débat d'atelier : mesures contraignantes ou pas ?

« Avec une interdiction de la voiture individuelle par exemple, les habitants seront contraints de prendre un autre moyen de transport ».

Pour les participants des ateliers, il est possible de passer par des mesures contraignantes, comme interdire l'usage des SUV ou limiter davantage la vitesse sur la route. Toutefois, il semble impossible d'imposer la suppression de la voiture sans proposer de solutions incitatives (transports en commun plus efficaces et abordables, développement des infrastructures vélos [voir plus haut]).

Le péage urbain

Les participants des ateliers ont débattu sur cette mesure proposée par le Forum.

Contre : une mesure qui apparaît comme difficile à mettre en place par les participants des ateliers car pénalisant les plus pauvres et ne permettant pas non plus d'être un frein pour les plus fortunés.

Pour : le péage urbain pourrait financer d'excellents transports en commun comme à Londres où ceux qui veulent conduire dans Londres paient cher et pour les autres. Le péage urbain pourrait permettre de rendre les transports publics gratuits.

propositions des forums et ateliers) sont donc consacrés pour partie à chercher à restreindre l'utilisation de la voiture : la limiter aux riverains et aux professionnels, aux véhicules avec des passagers, aux véhicules effectuant du co-voiturage, restreindre l'accès à certains secteurs, comme les rives du lac, etc. Mais aussi de construire plus de parkings relais à proximité des transports collectifs pour inciter à laisser sa voiture et prendre les transports en commun.

À noter également que dans ces villes sans voiture, la place de la voiture électrique est remise en question par une partie des participants des ateliers : « Si on encourage les voitures électriques, on encourage aussi la voiture individuelle ». « Construire un moteur électrique n'est pas anodin. On va exploiter d'autres pays, c'est une colonisation d'un autre genre ». « La voiture électrique est donc beaucoup plus polluante à construire que la voiture traditionnelle ».

Le covoiturage vs la voiture individuelle

Pour permettre une réduction du trafic routier, les participants des ateliers ont mis en avant les modèles de flottes partagées comme la coopérative Mobility. Ce système est, selon eux, peu valorisé par les collectivités et devrait l'être davantage. Le covoiturage est une solution plébiscitée (ex : Covoiturage-lemans.org qui agglomérerait toutes les offres de covoiturage de la région) que devraient encourager les entreprises via les plans de mobilité.

Les rédacteurs des cahiers de la transition proposent des mesures plus radicales pour réduire l'usage de la voiture individuelle comme limiter l'accès à des zones particulières (berges du lac) mais aussi en fonction de la nature des déplacements et des passagers (priorité aux déplacements professionnels, aux véhicules à occupants multiples, etc.).

Des transports en commun plus fréquents, plus étendus : un enjeu transfrontalier

Pour les participants des ateliers, la réduction de l'usage de la voiture est possible si la fréquence et le maillage territorial des transports en commun s'améliorent : « Il faut une solution pour le dernier kilomètre, qui est souvent le maillon bloquant sur notre territoire ».

Pour les participants des ateliers comme pour les rédacteurs de cahiers, l'enjeu de la mobilité transfrontalière est soulevé. Le caractère transfrontalier apparaît comme une évidence : c'est le bassin de vie et de mobilité, c'est à son échelle que des solutions doivent exister, d'autant plus qu'elles sont, à l'image du Léman express, de nature à transformer les pratiques.

Parmi les propositions issues des Forums et plébiscitées dans les ateliers et dans les cahiers : une coordination des plans de mobilité entre les deux pays pour éviter les doublons en termes de projets (exemple : Léman express et création d'une autoroute en paral-

Débat d'atelier : la gratuité des transports publics, vraie ou fausse bonne idée ?

Contre : « Cela mettra en danger tout ce qui a été fait jusqu'à présent. Les TPG sont un super réseau. Le prix n'est finalement pas si élevé. C'est une fausse bonne idée car cela entraînerait une baisse de l'offre par manque de financement. Une tarification « sociale » pour les bas revenus serait plus adaptée. TPG gratuits ? Sur Genève, les revenus représentent 40 % du revenu des TPG. Sans cela, il faudra trouver 140 millions par an. On a déjà eu plusieurs votations, c'est un coût supplémentaire pour nos impôts ».

Pour : « La gratuité des transports publics serait un grand facteur de motivation et de mobilisation de la population car aujourd'hui l'incitatif financier, surtout côté suisse (CFF), est assez peu attractif. Les transports gratuits seraient payés par ceux qui prennent la voiture. La gratuité est la meilleure incitation à se passer de sa voiture, mais cela reste une petite mesure ».

lèle), étendre les lignes de transports et de tram, augmenter la fréquence des horaires, mais aussi de rendre l'usage des transports simples y compris en intermodalité (une meilleure harmonisation pour sécuriser tous les moyens de transports).

Parmi les propositions concernant des territoires spécifiques et qui sont ressorties dans les ateliers: améliorer la liaison entre les écoles d'Annemasse et les communes avoisinantes, doubler la voie ferrée d'Annemasse – La Roche, Annemasse-Évian, et remettre en service la ligne Bellegarde-Divonne (ce point fait débat dans la vallée de l'Arve, et notamment à la Roche-sur-Foron), permettre l'intermodalité entre les TPG et les TAC, étendre des lignes de tram des TPG sur le territoire français et notamment à Annemasse (faire venir le tram jusqu'à la gare), rouvrir des gares en France.

Les participants des forums, des ateliers et les rédacteurs des cahiers s'entendent sur une baisse de la tarification des transports publics (voir chapitre «réduire les inégalités»).

Faciliter l'usage du vélo

Dans les ateliers comme dans les cahiers, les contributeurs insistent sur l'importance de repenser la voirie pour l'adapter aux enjeux de la transition (voies réservées aux véhicules à occupants multiples, voies spécialisées pour les deux roues en dehors de la ville dense, etc.).

En ville, il faut prioritairement penser d'abord piétons, puis vélos et s'il reste de la place «la voiture». «Si les itinéraires vélos étaient mieux pensés et vraiment séparés (routes, rues dédiées), il y aurait plus de personnes qui utiliseraient le vélo.»

La prolongation des pistes cyclables, ainsi que la jonction de leurs discontinuités sont ainsi une priorité qui se dégage fortement des ateliers comme des cahiers. Ainsi, elles pourraient être accessibles depuis les transports publics (avec les CFF notamment). C'est aussi une demande des rédacteurs des cahiers qui, de leur côté, proposent également de passer le réseau routier secondaire rural en voies prioritaires pour les deux-roues.

Diminuer les distances

La réduction des distances a été appréhendée dans différentes thématiques: transports, circuits courts, commerces, lien social. Pour les participants des ateliers, les réflexions autour de l'aménagement du territoire doivent intégrer des dynamiques d'entraide, de solidarité, de coopération et d'altruisme: des valeurs structurantes pour réussir la transition écologique.

Les membres du groupe de suivi ont réaffirmé l'ambition de repenser l'articulation du territoire à l'aune de la notion de proximité. Ils soulignent que l'aménagement historique du territoire, avec des villages et différentes aires urbaines autour de Genève, est propice à cela. Il s'agit de repenser l'aménagement du territoire pour induire des vies de petites villes, villages ou quartiers plutôt que des villes secondaires. Pour cela des mesures qui contraignent l'installation de bureaux et de logements ou l'installation d'espaces de coworking peuvent être envisagées. Cela passe également par le télétravail, qui nécessite de réenvisager les accords franco-suisse mis en place pendant la crise de la Covid-19. Dans cet aménagement à l'échelle des villages, petites villes et quartiers, il faut pour les plus grandes aires urbaines rester vigilant à maintenir la mixité sociale.

Des services et des biens à proximité

Pour les participants des ateliers, développer les services et les commerces dans les plus petites villes et à proximité des zones de vie des habitants permet à la fois de consommer plus local et responsable, mais constitue également un levier pour se déplacer moins. Dans leurs propositions, développer des zones d'attraction facilement accessibles en vélo ou en transports en commun permet de réduire l'utilisation de la voiture individuelle (voir plus haut « chapitre mobilité »). D'un autre côté, les communes doivent être capables de proposer un maximum de biens et de services. À noter aussi : le regroupement des points de livraison dans des parkings relais pour organiser la livraison grâce à des mobilités plus douces dans le centre-ville, le renforcement des réseaux d'AMAP : horaires plus larges, meilleure information, extension du réseau sont aussi de nature à créer un réseau de proximité (dans un maximum 10 kilomètres). Les participants des ateliers ont également exprimé cette volonté de proximité, en proposant de nouveau des lieux de proximité entre habitants et agriculteurs.

L'aménagement du territoire du Grand Genève comme un territoire à l'échelle de quartiers de proximité pour en faire une « ville à 10 minutes » est une proposition ajoutée lors des ateliers.

Des espaces communs

Les participants des ateliers se disent prêts à abandonner leur liberté de construire (une maison individuelle). Ils soutiennent les propositions des forums de favoriser l'habitat participatif et de mettre en commun des espaces au sein d'un immeuble. Plusieurs propositions mettent en valeur cette nouvelle façon de vivre (inclusion et mixité sociale) et de partager les espaces : des logements intergénérationnels, la création de maisons citoyennes et lieux associatifs pour favoriser les discussions autour de la transition écologique, favoriser l'habitat coopératif et sans but lucratif, grâce à un réseau de coopératives d'habitats, créer des potagers communs autour des immeubles ou encore développer des infrastructures collectives, par exemple de chauffage pour les quartiers.

L'enjeu des petites et moyennes villes n'est pas développé dans les cahiers sous cet angle. Cependant dans la thématique « habitat et logements », les rédacteurs des cahiers insistent sur la nécessité de lieux collectifs propices à créer du commun sur le sujet de la transition et des espaces publics propices à la rencontre entre les habitants.

Rapprocher lieu de vie / lieu de travail

Pour les participants des ateliers, le lieu du travail doit être rapproché du domicile à la fois pour des questions écologiques (moins de bouchons, moins de pollution) mais aussi de qualité de vie.

Aussi, le télétravail a été ajouté par les participants des ateliers parmi les leviers à actionner. Parmi les propositions : inciter, dans les entreprises, à au moins 2 jours de télétravail par semaine. Autre proposition émergeant des ateliers : des espaces de coworking en milieu rural ou la création de pôles d'attractivité économique en lien avec le local et respectueux de l'environnement dans chacune des 4 régions du territoire.

Curieusement, la question du télétravail pour limiter les déplacements professionnels n'est envisagée qu'à une seule occasion dans les cahiers de la transition.

Des logements sobres

Rénover l'existant

pour lutter contre les passoires thermiques

Les participants des ateliers sont préoccupés par les passoires thermiques et la rénovation des bâtiments apparaît comme une priorité absolue pour des questions écologiques et de justice sociale. À noter que la priorité est bien de rénover les bâtiments existants et non d'en construire de nouveaux. Parmi les propositions priorisées : réaliser un diagnostic énergie dans chaque commune, interdire le chauffage électrique ou encore optimiser l'installation thermique et phonique des bâtiments pour des constructions plus efficaces.

De nouveaux logements écologiques

En ce qui concerne les nouveaux logements, les participants des ateliers ont aussi insisté sur le volet énergétique: construire des bâtiments qui peuvent accueillir des panneaux solaires, l'utilisation de matériaux recyclés ou biosourcés (bois, terre cuite, chanvre, paille...) et le développement d'infrastructures collectives pour le chauffage dans les quartiers (proposition qui se retrouve dans les ateliers et les cahiers). À noter que dans les cahiers, il est question de solutions collectives de chauffage y compris pour les logements individuels et de solutions de refroidissement l'été faisant appel à la géothermie.

Une question a été soulevée par les participants aux ateliers, et qui n'a pas été abordée lors des Forums, est celle de l'accueil des réfugiés climatiques sur le territoire: « Que fait-on pour les gens qui vont migrer pour des questions climatiques? Comment accueillir les peuples en transit dans un monde instable? »

Des écoquartiers à la hauteur des enjeux

La notion d'écoquartiers doit être questionnée et les critères doivent être clairement établis. « Un écoquartier, ce n'est pas seulement éteindre deux ou trois lumières à droite à gauche. C'est avoir des règles claires et aller au-delà de la pseudo définition » actuelle. Les rédacteurs des cahiers appellent aussi à des écoquartiers de qualité.

Là encore, le sujet de l'énergie est prioritaire. Pour les participants des ateliers, l'architecture de ces écoquartiers sera durable si elle permet aux bâtiments d'être autonomes énergétiquement. Cela nécessite des aides publiques (pose de panneaux photovoltaïques et végétalisation par exemple).

Les rédacteurs des cahiers partagent les mêmes constats. Ils pointent aussi le coût des logements (voir chapitre « réduction des inégalités ») et réclament

une législation plus stricte sur la rénovation thermique. Les toits doivent être végétalisés ou accueillir des panneaux solaires (dont on aura rendu l'installation plus simple administrativement parlant).

Bien-être, vivre-ensemble et justice sociale en fil rouge

Lors des forums ouverts et des ateliers citoyens et dans leurs contributions aux cahiers de la transition, les citoyens et les acteurs du territoire ont mis en avant la nécessité de prendre en compte les notions de bien-être et de lien social dans la planification du territoire.

La préservation du patrimoine naturel qui caractérise le territoire du Grand Genève est considérée comme un vecteur de lien social et de vivre ensemble (jardins partagés, espaces naturels protégés, initiatives locales). Les propositions de mesures visant l'autonomie du territoire visent également une économie sociale et solidaire renforçant la cohésion sociale et le lien intergénérationnel (logements coopératifs).

Les participants aux ateliers et aux forums ouverts ainsi que les rédacteurs des cahiers de la transition ont également relevé les fortes inégalités qui caractérisent le territoire du Grand Genève (inégalités salariales, disparités des loyers...). La question de la justice sociale ne peut, selon eux, être décorrélée de la question de la transition écologique. Même l'accès à la nature en ville est décrit sous ce prisme, ou encore la rénovation des bâtiments (passoires thermiques) via l'amélioration des conditions de vie des locataires. C'est d'ailleurs sous cet argument que certaines mesures contraignantes sont jugées injustes et inégalitaires (péage urbain par exemple).

Ces notions de bien-être, de vivre ensemble et de justice sociale doivent servir de boussole pour l'aménagement d'un territoire de proximité respectueux de l'environnement et du vivant.

LES CONDITIONS DE LA TRANSFORMATION DU TERRITOIRE

Une responsabilité individuelle et collective

Réduire les inégalités

« Réduire l'exclusion est la priorité numéro 1 pour que tout le reste fonctionne ! Les inégalités sont un énorme obstacle à la transition écologique ». Sortir de la dichotomie « la France, c'est le logement, Genève, c'est l'emploi » est une idée qui est ressortie dans plusieurs ateliers.

Subventionner les agriculteurs locaux

Pour les participants des ateliers, les communes doivent mettre des terrains à disposition et/ou avoir un plan d'action de production locale. Une taxation incitative pour redonner le juste prix aux aliments et promouvoir des produits locaux est prioritaire. De la même façon, pour permettre au plus grand nombre de manger local et de qualité, il faut que les produits soient moins chers, et donc subventionnés par l'État.

Harmoniser les salaires entre la France et la Suisse

La spécificité du territoire transfrontalier réside en la forte différence de salaires entre la Suisse et la France. L'harmonisation des salaires entre les deux pays paraît utopique mais soulève la problématique des inégalités sociales mais aussi entre les travailleurs nationaux et les travailleurs frontaliers. Pour cela, les accords franco-genevois sur la fiscalité devraient être revus.

Des loyers moins chers à Genève

Pour les participants des ateliers, l'harmonisation des loyers faciliterait l'installation des travailleurs à proximité de leur lieu de travail et donc réduirait les déplacements. D'autre part, le prix des loyers à Genève est trop élevé par rapport à la « qualité » des biens immobiliers et l'efficacité énergétique. Sur ce point, les participants des ateliers relèvent que, pour rénover, les locataires (très nombreux) n'ont pas la main face à des propriétaires trop souvent réticents. Ils proposent la création d'une coopérative d'habitation.

Consommer mieux, moins et intelligemment

« Tout nous pousse à consommer plus et tout le temps. », « En Suisse, entre la production et la consommation nous pouvons gaspiller jusqu'à 30 % des aliments ».

Dans ce contexte, comment agir pour la sobriété ? C'est une question soulevée très fortement dans les ateliers et dans les cahiers. L'ensemble des réponses à la question « Qu'est-ce que je souhaite moins voir et pourquoi ? » peut s'analyser comme ce qui apparaît comme de moins en moins acceptable pour la population et les acteurs associatifs. La surconsommation, l'absence de recyclage, les pollutions, le gaspillage de terres, de nourriture, d'énergie apparaissent aujourd'hui comme insupportables.

« La survie de l'humanité passe par la réduction drastique des « choses » inutiles ». Il s'agit de transformer les comportements, à travers une réglementation plus contraignante, mais aussi la présentation de solutions désirables à la population.

Les propositions des ateliers reviennent sur l'importance de renoncer aux produits hors saison, de repenser le mode de production (agriculture intensive, maltraitance animale) et changer ses habitudes de consommation (consommation élevée de protéine animale). C'est aussi privilégier la seconde main et la mutualisation : prêts d'appareils ménager et d'espaces, plus de bibliothèques d'objets et des repair-cafés, favoriser le réemploi, le low tech et, nouvelle proposition, généraliser les supermarchés inversés pour réutiliser les objets usés et jetés à l'image de Mobili-tri.

Les cahiers reprennent globalement les propositions réalisées par les ateliers, réclamant, au-delà du tri des déchets une véritable filière d'économie circulaire territoriale. Sur le sujet des déchets et du recyclage, les participants des ateliers ont ajouté une proposition qui abonde dans le sens de cahiers : traiter et récupérer les déchets humains, pas que les matériaux mais aussi les déchets biologiques (récupération des eaux grises par exemple).

Responsabiliser et contraindre les gros émetteurs

« Financer la transition plutôt que de remplir les trésoreries des actionnaires ». Les participants des ateliers jugent que la finance durable est une action facile à mettre en place (augmenter les bénéfices dans la durabilité et intérêt des générations X4). Pour eux, les multinationales présentes à Genève produisent des quantités de GES élevées et ont une responsabilité à financer la transition. Quid de l'aéroport et des banques présentes à Genève ?

« Des mesures coercitives ont pu être mises en place pendant la crise sanitaire : à quand les mêmes mesures pour lutter contre les changements climatiques ? »

Les fast-foods sont aussi pointés du doigt pour contribuer à la malbouffe. Supprimer la publicité pour les fast-foods et les produits de malbouffe contribueraient à une meilleure éducation à une alimentation saine.

Les participants s'interrogent aussi sur l'aéroport de Genève, enjeu majeur pour la transition écologique. Parmi les propositions : Surtaxer l'aviation civile (cahiers), augmenter le prix du kérosène et interdire les trajets en avion voire le mode de déplacement aérien entre certaines distances (ateliers).

Il s'agit aussi de faire contribuer le monde des entreprises à l'effort collectif : interdire l'éclairage nocturne des bureaux et vitrines commerciales. Il s'agit aussi de contraindre les bâtiments industriels à poser des panneaux photovoltaïques pour contribuer aussi (et efficacement) à la sobriété énergétique.

Une « place » dans le territoire remise en cause

Les grands distributeurs, les grandes surfaces sont des acteurs majeurs et fortement émetteurs. Parmi les propositions qui ont été priorisées : arrêter de construire des nouveaux centres commerciaux, mettre la pression sur les grands distributeurs pour privilégier le local ; surtaxer les produits étrangers même s'ils n'ont pas d'équivalents locaux et surtout s'ils sont peu respectueux de l'environnement et des droits de l'homme, interdire à l'industrie agroalimentaire de produire des aliments transformés qui nécessitent du plastique, convertir les lieux considérés de « surconsommation » (grandes surfaces, zones commerciales et industrielles...) en lieux vecteurs de transition (par exemple des tiers lieux de formation...), interdire aux grandes surfaces de jeter les aliments consommables.

D'une manière générale, les participants des ateliers appellent à du « courage politique pour prendre des décisions plus cohérentes », pour instaurer des mesures fortes et légiférer (comme des contraintes, des taxes).

Travailler moins pour s'engager plus

Comment dégager du temps libre pour que les citoyens puissent se consacrer plus à la transition ? Cette question est essentielle pour penser les transitions. Les participants des ateliers ont évoqué leur souhait de « faire les choses plus lentement » de manière à être plus attentifs à l'environnement. Une question corrélée à celle du salaire : avoir un salaire suffisant pour dégager du temps pour les autres ou s'investir dans des actions de participation citoyenne.

Parmi les propositions nouvelles des ateliers : mettre en place un revenu de base pour libérer les gens et leur permettre de s'investir/d'agir autrement, encourager les employeurs à laisser leurs employés accomplir 2/3 heures par semaine une action citoyenne sans retenue de salaire, encourager le télétravail et les espaces de coworking en milieu rural.

Repenser l'attractivité du territoire

« Ne faut-il pas limiter le développement économique ? L'attractivité, c'est quoi ? Avoir un emploi ? Un cinéma ? Un Vélodrome ? ».

Les participants des ateliers ont beaucoup interrogé la notion même d'attractivité économique. Pour eux, Grand Genève est en effet un territoire très attractif pour les entreprises mais qui contribue à la densification et est contraire aux enjeux de transition éco-

logique (et leurs souhaits exprimés). Comment faire pour que l'ensemble des habitants du Grand Genève aient accès à des espaces et du temps pour la créativité et l'innovation ? Comment aussi reconnaître la valeur de ce qui n'est pas rémunéré ? Parmi les propositions plébiscitées : activer, promouvoir et soutenir la monnaie locale, un revenu de transition écologique et développer un autre indicateur que le PIB, basé sur la redistribution des richesses, développer une offre d'activités culturelles et sportives à l'échelle transfrontalière pour toutes les générations.

Éduquer, informer et sensibiliser

« Nous avons besoin de vivre d'autres contextes et pas seulement d'en parler ».

« Si on veut faire adhérer le plus grand nombre, il faut faire mettre en œuvre l'écologie positive. Si on fonctionne avec des punitions financières, pour des personnes qui ne comprennent pas vraiment la mesure, ça n'aide pas à comprendre l'enjeu derrière la mesure. Si on punit les actions individuelles, certains se sentent concernés, et d'autres non ».

Pour les plus jeunes

Promouvoir l'éducation, la sensibilisation, le partage entre générations car les jeunes sont un vecteur pour amener les familles à se poser des questions, à chan-

Débat d'atelier : faut-il supprimer les supermarchés type Migros ?

Les participants des ateliers se sont interrogés sur la place des grandes surfaces dans un territoire plus résilient et sobre.

Pour : « Le défi est aussi de s'attaquer aux intérêts économiques... Pourquoi ne pas supprimer les hypermarchés type Migros ? »

Contre : « c'est une mauvaise idée car ne pas avoir un Migros nulle part, ça équivaut à réduire la liberté de certains individus, qui ont peu d'éducation. Des supermarchés qui offrent des gammes importantes de choses c'est un type de libertés.

Les maux de la consommation à l'excès sont bien connus, mais la consommation, ça reste une certaine liberté ».

Pour (en réponse au contre) : « C'est une fausse liberté. Migros fait des transactions sur la liberté de ces gens. Il les garde prisonniers car il les enferme dans un cercle de consommation (...) Aux États-Unis par exemple, les grandes entreprises (coca par ex.) ont la main mise sur les territoires les plus défavorisés. Il faut lutter pour que tous les gens aient un accès à des choses meilleures ».

ger de comportements. Pour les participants des ateliers d'encourager les organismes scolaires à développer une éducation à la transition écologique, de développer l'éducation citoyenne à la nature et de créer des structures de formation et d'emploi pour les jeunes peu qualifiés afin de favoriser leur intégration sur le marché du travail dans le domaine de la transition écologique.

Pour toucher des publics spécifiques

Les cahiers contiennent de nombreuses réponses qui concernent la sensibilisation de la population. Ils mettent en avant de nouvelles modalités. Globalement, la sensibilisation aux enjeux de la transition s'est largement développée, mais ne touche pas indifféremment tous les publics, il faut donc certainement trouver d'autres méthodes, formes de communication, démonstration des enjeux, démonstration par la preuve et multiplier les vecteurs: pouvoirs publics, associatifs, entreprises à mobiliser également, tout comme les organisations présentes à Genève. Faire vivre des situations, des expériences

de transition, donner à comprendre les enjeux, partager la connaissance, montrer les résultats obtenus, autant de façons de toucher de nouveaux publics et de les sensibiliser.

Les rédacteurs des cahiers pensent qu'il faut montrer la désidérabilité de la transition: elle peut être joyeuse et pas seulement imitatrice des droits individuels.

Ils insistent également sur le fait que les populations ont mieux intégré les enjeux de la transition pour lesquels ils sont susceptibles d'être impactés directement (pollution, réchauffement climatique, coût des énergies...) que pour la biodiversité ou plus généralement tout ce qui ne les concerne pas directement. La sensibilisation sur ces sujets doit donc chercher à les relier directement à leur quotidien.

Enfin, les rédacteurs des cahiers pensent qu'il faudrait investir plus particulièrement dans la sensibilisation de publics spécifiques qui peuvent avoir un impact direct, et notamment les élus locaux.

Débat d'atelier: mettre en œuvre un budget écologique ou carbone par personne

Pour une partie des participants, cela permettrait « que les gens se rendent compte de ce qu'ils font. » Il s'agit d'un outil de sensibilisation. Dans un 2e temps, il s'agirait de taxer les personnes qui dépassent leur budget. Pour d'autres, cette mesure (proposée par les Forums) interroge car « c'est en quelque sorte un permis de polluer: ceux qui ont les moyens vont continuer à polluer sans se poser de questions ».

Comme pour le débat sur le péage urbain (voir le sous chapitre « ville sans voiture »), l'incitatif puis le réinvestissement des gains dans des actions vertueuses est tout de même considéré comme une piste intéressante, à creuser pour une partie des participants des ateliers.

L'ÉCHELLE DE L'AGGLOMÉRATION

Une échelle qui semble pertinente et des institutions à conforter

Le bassin de vie

Qu'il s'agisse de déplacements, d'alimentation, de filières économiques, etc, il est constaté que l'agglomération est le « vrai territoire » de vie. « () C'est le vrai territoire et encore plus pour l'alimentation », « Une meilleure coopération sur le Grand genevois (...) nous vivons tous au même endroit et il doit y avoir du consensus pour le bien des 2 côtés de la frontière ». « On a besoin des (échanges) frontaliers ». Au-delà de ces marques d'adhésion, il ressort de l'ensemble des réponses que l'échelle de l'agglomération n'a à aucun moment été remise en question pour réfléchir et agir en matière de transition.

Une échelle pertinente

L'agglomération est la bonne échelle pour avoir un impact significatif, elle est un levier que représente la « puissance de frappe des décisions prises à plus grande échelle ». À ce titre, le Léman express a marqué les esprits, il a eu un impact tangible sur le quotidien des habitants de l'agglomération genevoise. Il faut donc reproduire ce type de réussites: « d'avantage d'efforts conjoints seraient bénéfiques. »

Enfin, l'agglomération est susceptible de tirer les territoires un peu en retrait vers le haut sur les questions de transition. Plusieurs participants ont désigné des collectivités qui ont besoin d'un accompagnement qui a un sens au niveau de l'agglomération.

Un rôle évident pour le grand Genève: l'harmonisation du territoire

Comme le dit un rédacteur des cahiers, « la complexité des différentes compétences locales peut amener des blocages, d'où l'importance de coopérer ». C'est un rôle qui est dévolu au Grand Genève que de travailler à la cohésion du territoire par la coordination des acteurs.

D'abord par le partage d'informations, l'échange de pratiques et mise en commun de ce qui doit l'être: un participant appelle de ses vœux une « remise en route d'une union des sociétés qui pourrait renforcer le lien (...) ». L'enjeu étant de révéler le destin commun et faire émerger un sentiment d'appartenance. Ainsi un participant écrit: « on a une France voisine qui regorge de magnifiques initiatives, relient-les! », un autre, lui, se projette dans « la construction de

Focus: Le Label GRTA à développer sur tout le Grand Genève

Pour les participants, il faut labelliser un certain nombre de productions. Pour des raisons fiscales et techniques, le label GRTA est centré sur le Canton de Genève. Or, ils souhaitent l'étendre à l'ensemble du territoire et sortir de la frontière qui est celle du Canton de Genève.

La zone franche ne recouvre pas la totalité des communes du Pôle métropolitain. Il faut l'élargir mais avec vigilance. Une association pourrait avoir la charge de labelliser les productions avec un logo qu'on peut retrouver.

pistes cyclables dignes de ce nom en France également, nos cousins suisses sont très forts pour cela et peuvent nous conseiller efficacement ! ».

Des politiques publiques d'aménagement pour renforcer la cohésion du territoire

Ensuite en construisant un territoire cohérent socialement et en matière d'aménagement. Car comme il est dit dans les cahiers de la transition, « la difficulté à mettre en place un système juste (fiscalité, système de santé...) de part et d'autre de la frontière peut être un blocage ».

Si tout n'est pas possible (notamment du fait des législations différentes), les politiques publiques d'aménagement peuvent contribuer à établir des équilibres entre territoires urbains denses et territoires ruraux, et cela bien au-delà de la question transfrontalière sur des enjeux comme la mobilité, l'habitat, etc.

Travailler à « rénover tout le bâti existant », c'est agir en faveur de la justice sociale en même temps que la transition écologique. « Mieux répartir les logements sociaux sur le territoire », c'est permettre à des salariés de vivre plus près de leur travail et des aménités et donc moins de déplacements individuels de même qu'œuvrer à « harmoniser les loyers entre la France et la Suisse ». « Convertir les routes en voies vertes », c'est donner l'opportunité de substituer le vélo à la voiture dans les trajets du quotidien, baisser les coûts de transports et améliorer son bilan carbone.

De nouvelles missions ?

Sur la question de la transition, des compétences étendues pour le Grand Genève pourraient se révéler une solution.

Bien entendu, il doit jouer un rôle de coordination des réglementations, mais il pourrait aller un peu plus loin et se voir déléguer, dans une logique de subsidiarité, des missions qui gagneraient à être menées au

niveau de l'agglomération : simplification des usages (comme tout simplement « avoir des titres de transports adaptés des deux côtés (...) et plus faciles à acheter »), négociations sur les chantiers interterritoriaux (« Discussions avec les communes (...), les propriétaires fonciers et riverains pour la création de P+R (parkings relais près des transports collectifs) »), portage de projets complexes et exemplaires (« la restauration des gares »).

Au-delà des questions de transports, un participant appelle de ses vœux « une approche transfrontalière pour faire de Grand Genève un modèle d'agglomération verte (espaces naturels et agricoles) ». Et les participants aux ateliers comme les rédacteurs des cahiers de la transition évoquent des filières économiques nécessaires à la transition écologique qui pourraient être soutenue, notamment en termes d'aménagements, par l'agglomération. Il en est ainsi de la filière agricole, de la filière des énergies renouvelables (solaire, géothermie, ...), ou de la filière de valorisation des déchets pour tendre vers une économie circulaire (« Mise en place d'un système de traitement et de centralisation des matières organiques et compostables., entrer en contact avec des organismes, fermes, mairies pour redistribuer et utiliser de manière circulaire ce système de compost »), ... Et pour les filières traditionnelles, les ateliers proposent d'« améliorer la cohésion de la planification du territoire entre la France et la Suisse, notamment grâce à un cahier des charges « objectifs environnementaux » pour toutes les activités économiques du territoire », mission qui pourrait être du ressort du Grand Genève.

Une agglomération garante des transformations du territoire

Toujours dans cette visée de nourrir la transition, la gestion de l'intelligence territoriale (études, prospective, ...) pourrait être l'apanage de l'agglomération : « Un diagnostic forêt par rapport au dépérissement et agricole par rapport aux pertes de productivité des terres », « Penser l'alimentation de demain (ex :

va-t-on manger des insectes)», « Il faudrait régulièrement mesurer et communiquer sur la qualité de l'air (...) », « concevoir des indicateurs de la transition du Grand Genève à partager largement »...

La connaissance accumulée a vocation à être partagée avec le plus grand nombre, au premier rang desquels les élus locaux de l'agglomération: « Il faut absolument former les exécutifs communaux, qui sont souvent à des années-lumière de réaliser l'ampleur des changements à réaliser ou démunis face à la tâche. »

Enfin, par cette expertise, Grand Genève pourrait devenir le garant territorial de la transition et, à ce

titre, proposer un cadre pour gérer les conflits inévitables entre parties prenantes au regard de sa mise en œuvre: « Organiser un dialogue régulier entre les usagers et les concepteurs des projets. Permettre aux usagers d'avoir un accès direct à l'information, de comprendre les fondements des actions et leurs bénéfices à long terme. », « En conséquence il faut simplement en discuter pour trouver des solutions », « Groupe de parole avec médiateur ». On peut même imaginer faire intervenir la médiation de l'agglomération sur des sujets moins directement liés à la transition, comme « revoir les accords franco-genevois sur la fiscalité », que les participants des ateliers considèrent comme peu adaptés aux enjeux de la transition.

Une gouvernance « ouverte », préfiguration d'une démocratie d'avenir

Pour organiser cette information, il est donc nécessaire de proposer des « plateformes d'informations en toute transparence » qui pourraient être animées par le Grand Genève.

Les participants à la démarche appellent en outre de leur vœux une systématisation de l'association des citoyens: « Assemblée citoyenne », « forum citoyen » « consultations citoyennes », « débats citoyens », bref « la participation des citoyens » sous toutes ses formes. Il reste à en définir les formes, même si les ateliers citoyens donnent des indications: « Repenser la stratégie de mobilisation pour les démarches participatives afin d'atteindre plus de diversité et de mixité sociale ».

La participation citoyenne, la mobilisation de toutes et tous

D'autres parties prenantes sont également citées: il est ainsi fait mention de « Faire appel à des scientifiques compétents pour planifier des actions à long

terme » ou encore d'organiser la « concertation avec les entreprises » de façon qu'il y ait « moins de séparation entre les entreprises et les actions de sensibilisation » et que « les plus grandes entreprises fassent plus attention à l'écologie ». Un premier engagement du monde économique pourrait être d'obtenir des « employeurs (de) laisser leurs employés accomplir 2-3 heures par semaine une action citoyenne sans retenue de salaire ».

Une autre partie prenante, moins traditionnelle, est également convoquée: le Rhône et l'Arve. Plusieurs participants ont posé la question de la représentation du vivant non humain, à l'image de ce qui peut se mettre en place un peu partout sur le globe dans une démarche de décalage par rapport à une vision anthropocentriste.